

Bulletin du FMI

CRISE DE LA ZONE EURO

La zone euro a besoin d'une stratégie pour redynamiser la croissance, déclare M^{me} Shafik

Bulletin du FMI en ligne
4 juin 2012



Le drapeau de l'UE flotte sur le siège de la Banque centrale européenne. Selon M^{me} Shafik, la BCE pourrait envisager d'autres mesures expansionnistes (photo : Frank Rumpenhorst/Newscom).

- Les objectifs budgétaires nominaux pour 2013 sont dans l'ensemble appropriés, mais doivent faire l'objet d'un suivi en fonction de l'évolution de la croissance
- Des mesures résolues s'imposent pour compléter l'intégration financière
- Les effets de contagion sur les marchés financiers risquent de saper le soutien de l'opinion aux efforts de réforme

À l'heure où le regain de turbulence sur les marchés financiers ne laisse aux décideurs de la zone euro d'autre choix que de s'accorder sur de nouvelles mesures pour conjurer la crise à la périphérie, le Fonds monétaire international prône une stratégie concertée pour redynamiser la croissance économique en Europe. Pour être efficace, cette stratégie doit être fondée sur des mesures macroéconomiques de soutien de la demande à court terme et des avancées sur le front des réformes structurelles pour relever la croissance à long terme et parachever le processus d'intégration financière de l'Europe.

«Dans l'ensemble, les plans d'ajustement budgétaire pour cette année sont globalement appropriés en Europe. Cependant, dans quelques pays de la zone euro, les objectifs nominaux pour 2013 retenus avant la période actuelle de ralentissement de la croissance pourraient en définitive être trop procycliques, auquel cas il faudrait les réajuster, ou du moins les exprimer en termes structurels», a déclaré M^{me} Nemat Shafik, Directrice générale adjointe du FMI le 31 mai au [Forum économique de Bruxelles](#) organisé par la Commission européenne.

Puisque les tensions sur les prix devraient se relâcher, la Banque centrale européenne pourrait aussi envisager de nouvelles mesures expansionnistes, a ajouté M^{me} Shafik.

À moyen terme, les pays vont devoir réformer leurs marchés du travail et des produits et trouver de nouveaux moyens d'encourager les investissements afin de rehausser le potentiel de croissance de leur économie et d'améliorer la compétitivité. «Malheureusement, il n'y a pas de formule magique pour doper la croissance et la création d'emplois. Les pays d'Europe touchés par la crise ne pourront revitaliser leur économie qu'en vendant davantage de biens à l'étranger et en créant des emplois dans le secteur privé», a-t-elle déclaré.

«Au plan régional, il faudrait que les dirigeants européens s'efforcent de parachever l'architecture de l'union monétaire. Il serait en particulier opportun d'établir une union bancaire dotée d'un système de garantie des dépôts et d'un mécanisme de résolution des

défaillances bancaires, avec des dispositifs de soutien communs adéquats et des instances de supervision et de régulation communes», a-t-elle poursuivi.

Appel à l'action

M. Olli Rehn, Vice-Président de la Commission européenne, a déclaré qu'il faut des actions plus concrètes pour éviter la désintégration de la zone euro. «Il nous faut à la fois une véritable culture de la stabilité dans la zone euro et dans ses pays membres, et aussi beaucoup plus de moyens communs pour contenir la contagion financière et réduire les coûts d'emprunt de nos pays membres», a-t-il précisé.



M^{me} Shafik au Forum de Bruxelles : pour les gouvernements européens, il est plus important que jamais d'expliquer le bien-fondé des réformes (photo: Frederic Guerdin/Scorpix)

L'un des pays actuellement touchés par la contagion du fait de l'élargissement des écarts de taux sur sa dette nationale est l'Italie, où le Premier Ministre, M. Mario Monti, a mis en place ces derniers mois un certain nombre de réformes visant à restreindre les dépenses publiques et à revitaliser l'économie. Intervenant par vidéoconférence, M. Monti a engagé ses partenaires européens à accélérer la mise en place de mesures pour circonscrire les effets de contagion de la crise de la dette et stimuler la croissance économique, notant que l'Italie souffre davantage «de la faiblesse générale du système, que des faiblesses propres au pays».

Si rien n'est fait pour stopper la contagion, les décideurs risquent partout un retour de bâton de la part de leurs électeurs, ce qui saperait la culture de la stabilité que l'Allemagne en particulier s'est efforcée de promouvoir au sein de l'Union européenne, a-t-il ajouté.

Trouver les moyens de doper la croissance

Le Secrétaire d'État allemand, M. Thomas Steffen, a mis en garde contre le recours à des mesures de relance et à l'espace budgétaire pour aviver la croissance. Il est dangereux de grignoter la marge de manœuvre budgétaire résiduelle, surtout dans une union monétaire, a-t-il averti. Il faut plutôt que les pays rattrapent leurs pertes de compétitivité par le biais de réformes, se dotent d'un système juridique stable et renforcent les règles budgétaires pour convaincre les investisseurs qu'ils rentreront dans leurs fonds.

De nombreux intervenants voyaient dans un nouvel approfondissement du marché unique des biens et services de l'Union européenne une piste importante pour promouvoir la croissance. Philippe Aghion, de l'Université d'Harvard, a plaidé en faveur d'une intervention «intelligente» de l'État, réunissant discipline budgétaire, croissance économique et justice sociale en un triangle vertueux. Un soutien sectoriel public peut être utile, a-t-il indiqué, à condition que la priorité soit donnée aux secteurs générateurs de croissance, tels que l'énergie. M. Aghion a aussi suggéré que l'on pourrait élargir la portée des fonds structurels de l'Union pour soutenir les réformes structurelles dans les pays membres.

Sentiment d'urgence

Les intervenants semblaient s'accorder sur un point : le temps est compté. Il est urgent de faire davantage pour conjurer la crise, et le consensus était que la solution doit comprendre à la fois un assainissement des finances publiques et des réformes structurelles génératrices de croissance au niveau national et de nouvelles mesures pour renforcer l'intégration économique et monétaire au niveau européen.

«Au bout du compte, nous avons fait des progrès tangibles mais inégaux — et, semble-t-il, insuffisants. La stratégie d'ensemble de l'Union européenne a permis de contenir la crise, mais non de la restreindre et encore moins de la surmonter. Et cependant le scénario inverse, celui des défauts et de la désintégration, aurait sans doute entraîné une terrible dépression en Europe et dans le monde», a déclaré M. Rehn.

Pour sa part, M^{me} Shafik a signalé que la lassitude des réformes commence à se faire sentir. «Regagner de la compétitivité, c'est un peu comme courir le marathon. Beaucoup de réformes, surtout de type structurel, prennent du temps avant de donner des résultats et l'on risque fort de se heurter à un mur lorsque les intérêts particuliers résistent au changement. Pour parvenir à la ligne d'arrivée, il est crucial que les décideurs européens poursuivent sur leur lancée».

«Il est plus important que jamais que les gouvernements expliquent à la société le bien-fondé des réformes. Si l'on perd le soutien de l'opinion publique, à ce tournant crucial, cela risquerait d'anéantir les efforts des deux dernières années et ce serait un revers pour l'Europe», a-t-elle déclaré.